



**CONCOURS EXTERNE SUR TITRES
DE RECRUTEMENT D'ÉLÈVES COMMISSAIRES DES ARMÉES EN 2023**

ÉPREUVE D'ENTRETIEN MÉTIER

durée: 50 minutes dont 20 minutes d'exposé - coefficient 4

Le candidat présentera avec le support de son choix un exposé portant sur un des sujets ci-dessous proposés.

1. ACHATS

- 1.1. Peut-on tout externaliser en achat au ministère des armées, quels segments privilégier et quelles sont les limites?
- 1.2. Comment le service du commissariat des armées peut-il concilier l'optimisation et la rationalisation des achats publics tout en préservant le tissu économique local (**PME/TPE**)?
- 1.3. Les achats éco et socio-responsables prennent une place toujours plus importante mais sont-ils compatibles avec une exigence opérationnelle?
- 1.4. Comment développer et favoriser une politique d'achat innovante au sein du ministère des armées?
- 1.5. Règles de déontologie et acheteur public.
- 1.6. Comment préparer la fonction achats du SCA à l'économie de guerre ?
- 1.7. Comment intégrer la dimension de hausse des coûts dans les contrats tout en maîtrisant les budgets ?
- 1.8. Qu'est-ce que le sourcing en marchés publics et comment le mettre en œuvre pour garantir un achat performant ?
- 1.9. La gestion du panel fournisseur a-t-elle du sens au regard de ce que permet le code de la commande publique ?
- 1.10. Qu'autorise le code de la commande publique pour permettre à un acheteur du ministère des Armées de passer des contrats en situation d'urgence ?

2. CONTROLE INTERNE ET AUDIT INTERNE

- 2.1. Que vous inspire l'affirmation « osez le risque ! » ?
- 2.2. Quel(s) intérêt(s) pour les armées de disposer d'une structure d'audit interne ?
- 2.3. La gestion publique fondée sur la maîtrise des risques est-elle compatible avec l'activité des forces armées ?
- 2.4. Le pilotage d'une activité doit s'appuyer sur la vision du dirigeant ou la mesure de la performance ?
- 2.5. L'appétence au risque est une qualité que doit posséder tout manager public ?
- 2.6. Inspection et audit : complémentarité ou incompatibilité ?
- 2.7. La méthodologie de l'audit : atout ou entrave ?
- 2.8. De quelles façons et avec quels outils le contrôle interne peut-il améliorer le fonctionnement et l'efficacité des services d'une administration ?
- 2.9. Comment doit-on prendre en compte les signaux faibles ?
- 2.10. Quels doivent être les « savoir-être » de l'auditeur ?

3. COMPTABILITÉ

- 3.1. Comptes publics et débat public.
- 3.2. « *La société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration* » : quelle mise en œuvre concrète pour l'article 15 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 ?
- 3.3. Comptabilités générale, budgétaire et analytique : quelle place au sein de l'État ?
- 3.4. La comptabilité budgétaire de l'État : caractéristiques et finalités.
- 3.5. La contribution de l'information comptable à l'amélioration de la performance.
- 3.6. L'utilité d'une comptabilité analytique dans les armées : comment convaincre ?
- 3.7. Actifs corporels et incorporels : quels enjeux pour l'État ?
- 3.8. La transparence des comptes publics : enjeux, pratiques et limites.
- 3.9. « *Les comptes de l'État doivent être réguliers, sincères et donner une image fidèle de son patrimoine et de sa situation financière* » : quel bilan pour l'article 27 de la LOLF ?
- 3.10. La certification des comptes : analyse comparée des pratiques dans les secteurs public et privé.

4. CONTROLE DE GESTION

- 4.1. « *Un contrôleur de gestion est d'abord un financier* ». Que pensez-vous de cette affirmation ?
- 4.2. A partir de la masse des données concaténées pour produire un tableau de bord, un contrôleur de gestion est-il en mesure d'apporter une analyse pertinente sur chacun des domaines d'intervention de son entité ?
- 4.3. Le contrôle de gestion est-il compatible avec les missions d'un hôpital militaire ?
- 4.4. En quoi le contrôle de gestion peut-il être un acteur de la modernisation de l'action de l'Etat et notamment du MINARM ?
- 4.5. Dans une entité du MINARM dont l'activité est assimilable à de la production (centre d'essais DGA, LABOCA, traitement de la solde, etc.), le contrôle de gestion dispose-t-il des mêmes leviers que dans une entreprise privée ? Quand le big-data rencontre le contrôle de gestion. Opportunités ? Risques ?
- 4.6. Le contrôle de gestion est-il le bon vecteur pour établir un dialogue entre les différents services d'une entité du MINARM ?
- 4.7. Peut-on penser l'organisation d'une structure par le contrôle de gestion ?
- 4.8. Existe-t-il des limites au contrôle de gestion dans une institution militaire ?
- 4.9. D'après le site du MINEFI « *Le contrôle de gestion est un outil de pilotage pour l'ensemble des acteurs de la gestion publique, en particulier pour les responsables de programme et les responsables de budgets opérationnels de programme. C'est une fonction indispensable au pilotage de la performance.* » Quels sont les apports du contrôle de gestion à la gestion budgétaire en LOLF ?
- 4.10. Le contrôle de gestion relève-t-il plus d'une surveillance discrète, d'une centralisation du pouvoir, ou d'un conseil à la hiérarchie ?

5. FINANCES

- 5.1. La nouvelle gestion budgétaire et comptable publique: bilan? perspectives?
- 5.2. Le ministère des armées devrait-il bénéficier de règles de gestion financière particulière pour tenir compte de sa spécificité?
- 5.3. La finance d'entreprise doit-elle être un exemple pour la gestion financière publique?
- 5.4. La LOLF
- 5.5. Places et apports comparés des comptabilités dans les gestions financières publique et privée
- 5.6. La stratégie militaire d'un Etat devrait-elle être soumise à la gestion financière?
- 5.7. Le principe de l'annualité des finances publiques est-il toujours pertinent ?
- 5.8. Dans quelle mesure, les règles de la gestion publique de l'Etat peuvent-elles constituer un facteur de performance financière ou des freins à celle-ci?
- 5.9. Inflation, augmentation du prix des matières premières, crise financière... quelles conséquences pour la gestion d'un ministère régalien?
- 5.10. La dépense publique peut-elle et doit-elle être financée au moyen d'instruments financiers innovants inspirés de la sphère privée?

6. LOGISTIQUE

- 6.1. Comment optimiser les processus d'une *supply chain* (méthodes d'analyse / exemples de solutions)
- 6.2. L'importance des systèmes d'information dans la *supply chain*
- 6.3. Le transport dans la logistique
- 6.4. La logistique du « dernier kilomètre »
- 6.5. Le positionnement des stocks dans un système de distribution omnicanal (magasins, e-commerce...)
- 6.6. Guerre en Ukraine : quels impacts sur les *supply chains* ? Quelles leçons pour accroître la résilience et anticiper les pénuries ?
- 6.7. La *supply chain* face au défi de l'économie circulaire
- 6.8. Les enjeux d'une chaîne logistique au service de la maintenance (maintien en condition opérationnelle des matériels)

7. MANAGEMENT DE PROJETS/ DE PROGRAMMES OU D'ORGANISATIONS

- 7.1. Quel est le rôle du chef de projet ?
- 7.2. Quels sont les outils à la disposition du chef de projet ?
- 7.3. Existe-t-il « une méthode » pour conduire un projet?
- 7.4. Comment valoriser et dynamiser un projet?
- 7.5. Comment travailler en « mode projet » dans une organisation à la configuration structurelle rigide?
- 7.6. Sous quelles conditions une organisation peut-elle réussir sa transformation?
- 7.7. Le management est-il un art ou une science ?
- 7.8. Quelles sont les évolutions du rôle de manager ?
- 7.9. Comment instaurer un environnement propice à l'innovation?
- 7.10. Comment les configurations structurelles contemporaines peuvent-elles répondre aux impératifs de flexibilité et de réactivité ?

8. HOTELLERIE- RESTAURATION

- 8.1. L'organisation de la restauration en GS/NG
- 8.2. L'évolution des modes de restauration et des tendances alimentaires
- 8.3. L'externalisation des prestations de restauration : modalités, avantages et limites
- 8.4. Les approvisionnements en denrées au sein des armées : modalités et enjeux
- 8.5. Restauration collective et développement durable
- 8.6. Les effets de la crise sanitaire sur la restauration collective
- 8.7. Les spécificités de la restauration dans les armées
- 8.8. Les enjeux de la politique de loisirs au sein du MINARM
- 8.9. La concession de restaurants à l'Economat des armées : enjeux et modalités
- 8.10. Le rôle de l'Economat des armées dans la fonction restauration - loisirs

9. RESSOURCES HUMAINES

- 9.1. Comment garantir l'égalité professionnelle homme-femme au sein des armées ? Mesures mises en œuvre et perspectives.
- 9.2. Les spécificités du statut militaire sont-elles encore justifiées ? Présentation et impacts RH.
- 9.3. Comment entretenir la motivation des militaires tout au long de leur carrière ?
- 9.4. Le commandement militaire, en tant que mode d'organisation et de management, est-il encore compatible avec les aspirations individuelles (conciliation vie privée-vie professionnelle, motivation, épanouissement professionnel) ?
- 9.5. Recrutement : comment attirer les talents nécessaires aux armées dans un contexte de forte concurrence, y compris avec le secteur public ?
- 9.6. Comment concilier obligations militaires et équilibre vie privée-vie professionnelle ?
- 9.7. Rémunération des militaires : fonctionnement et perspectives d'évolution ?
- 9.8. Quelles sont les forces et faiblesses de la formation militaire ?
- 9.9. Comment adapter le télétravail aux armées ? Avantages et inconvénients de ce mode de travail ?

10. SYSTEMES D'INFORMATION – NUMÉRIQUE

- 10.1. La transformation numérique peut-elle être appliquée à l'administration militaire?
- 10.2. Quels sont les éléments indispensables pour une transformation numérique réussie?
- 10.3. La cyber sécurité s'oppose-t-elle à l'innovation ?
- 10.4. Pourquoi la culture de l'échec peut-elle devenir source de réussite?
- 10.5. L'individu, premier maillon de la sécurité informatique ou maillon faible?
- 10.6. La transformation numérique n'apporte-t-elle que des avantages?
- 10.7. La gestion de la donnée, enjeu de la performance et risques associés.
- 10.8. L'intelligence artificielle, prochaine étape de la transformation numérique?
- 10.9. Quels sont les apports des nouvelles méthodes de conception et développement?
- 10.10. Le service du commissariat des armées doit-il développer son vivier de commissaires spécialisés dans le domaine des systèmes d'information?